



Lettre n°63 du 4 novembre 2018

## **Contre la vie chère et les taxes injustes, contre Total, les actionnaires et Macron, augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux**

« **C'**est l'heure de la preuve, la preuve que nous tenons nos promesses. Ce mois-ci, les Français vont pouvoir constater de visu qu'avec notre politique le travail paie » a déclaré Darmanin pour se vanter de la suppression des cotisations salariales (maladie et chômage). Un gain de... 57 centimes par jour pour un salarié payé au SMIC ! Quel cynisme, alors que par ailleurs le patronat va toucher un cadeau de plus de 40 milliards d'euros en 2019, profitant de la nouvelle baisse de cotisations sociales qui remplace le CICE... tout en touchant ce dernier au titre de l'année 2018 !

Quant au manque à gagner, les salariés - et les retraités sans compensation - le financeront par l'augmentation de la CSG, comme l'ensemble des classes populaires qui paieront au prix fort la dégradation de l'assurance chômage ou de la santé.

Mais les tours de passe-passe du gouvernement ne trompent personne, cette politique ne sert qu'à enrichir les actionnaires.

D'après l'Institut des politiques publiques, le 1 % les plus riches va voir ses revenus grimper de 6 % en 2019 grâce aux mesures fiscales de Macron, alors que les 20 % les plus pauvres verront leurs revenus baisser suite au quasi gel des prestations sociales comme les pensions, les APL, les allocations familiales.

A cela se rajoute l'impact de la dégradation des services publics sur les classes populaires, mais aussi de la fiscalité indirecte particulièrement injuste comme la TVA et les taxes sur l'énergie, frappant bien plus les plus pauvres que les plus riches.

### **Colère contre la hausse des carburants**

En un an, le prix des carburants s'est envolé sous l'effet de la spéculation financière et des taxes gouvernementales : + 24 % pour le gaz et le fioul, + 23 % pour le gasoil, + 15 % pour l'essence. Alors que le prix du baril est passé de 46 € à 67 € en un an, une nouvelle hausse de la TIPP est annoncée pour le 1<sup>er</sup> janvier 2019, tout juste inférieure à celle de l'an dernier, dans le but de récupérer 3,9 milliards supplé-

mentaires. Et quand le gouvernement invoque l'écologie, il se fiche du monde !

Une pétition en ligne contre les hausses de carburant a récolté 700 000 signatures en quelques jours. L'appel de « citoyens » à bloquer le pays le 17 novembre a rencontré un véritable succès sur les réseaux sociaux et s'est discuté dans bien des entreprises. Nous partageons la colère des travailleurs qui trouvent légitime cette journée du 17 novembre, mais le cadre dans lequel elle s'inscrit n'est pas le nôtre. Il est bien davantage celui des patrons du BTP ou des transports appelant à lutter contre les taxes et les impôts... Pas sûr qu'ils défendent les augmentations de salaires de leurs chauffeurs !

C'est sur cette base que RN et Debout la France tentent une opération de récupération de ce mécontentement contre Macron, en appelant au blocage du 17 novembre. Ils flattent ces petits patrons et leurs préjugés, à l'image de Dupont-Aignan ou de Le Pen. Mais tous ces démagogues défendent l'ordre établi, le patronat et ne dénoncent Macron que pour leurs calculs de pouvoir. Ils servent la même classe de privilégiés.

### **La lutte d'ensemble pour le pouvoir d'achat, une lutte politique**

Nous dénonçons les manœuvres de l'extrême-droite, mais surtout il nous faut discuter quelle politique pour les travailleurs face au recul du pouvoir d'achat, alors que les directions syndicales n'avancent aucun plan de bataille d'ensemble pour reprendre le terrain perdu.

La question des salaires ne peut se discuter entreprise par entreprise, c'est un problème de rapport de force global qui se pose dans le privé comme dans le public. Depuis des années, les gouvernements ont imposé la « baisse du coût du travail », par les multiples exonérations de cotisations sociales et aussi par le recul des salaires, en gelant le point d'indice de la fonction publique ou en refusant toute augmentation supplémentaire du SMIC. Cette politique a encouragé les patrons à faire de même dans le privé.

Aujourd'hui, l'augmentation officielle des prix repart à la hausse, + 2,2 % en un an d'après l'INSEE. Il y a urgence à exiger un véritable rattrapage des salaires de 300 € net, une échelle mobile qui compense l'inflation avec un réel contrôle des prix de première nécessité. Il y a urgence à contester ces impôts indirects comme la TVA, la TIPP et à taxer les plus riches et le capital, en particulier Total dont

les bénéfices ont fait un bond de 83 % sur le deuxième trimestre de cette année.

C'est une toute autre bataille que le dérivatif du 17 qu'il s'agit d'engager, une bataille pour nos salaires, les pensions et les minimas sociaux, pour notre pouvoir d'achat, contre le gouvernement et le Medef.